

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	IX
Préface	XI
Introduction	1
PREMIÈRE PARTIE – LES INTERVENTIONS LÉGISLATIVES VISANT LA PROTECTION DES ACTIVITÉS AGRICOLES : LA DIFFICILE COHABITATION DES USAGES EN ZONE AGRICOLE	21
1. <i>La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme</i> et le pouvoir des municipalités de régir les activités agricoles	21
1.1 Le régime législatif	21
1.2 Les tribunaux et la portée de la compétence municipale	24
2. <i>La Loi agricole de 1996</i> : la protection et le développement des activités agricoles	35
2.1 Le contexte ayant prévalu à l'élargissement de l'objet de la LPTA à la protection des activités agricoles	36
2.2 L'insertion de la nouvelle préoccupation dans les intentions d'aménagement	39
2.2.1 Le nouvel objet de la LPTA	39
2.2.2 Une prise de contrôle du schéma d'aménagement	41

2.2.2.1	Le contenu obligatoire du schéma d'aménagement en zone agricole	42
2.2.2.2	Les orientations gouvernementales	44
2.3	L'insertion de la nouvelle préoccupation dans les instances d'aménagement	45
2.3.1	Le comité consultatif agricole	45
2.3.2	La médiation	48
2.4	L'insertion de la nouvelle préoccupation dans les mesures de mise en application	52
2.4.1	La conformité	52
2.4.1.1	La conformité au schéma	52
2.4.1.2	La conformité aux orientations : les mesures transitoires	53
2.4.2	L'imposition du régime des distances séparatrices en zone agricole	56
2.4.2.1	Les modifications au pouvoir réglementaire d'établir des distances séparatrices en zone agricole	57
2.4.2.2	La réciprocité des distances séparatrices	61
2.4.2.3	L'immunité à l'encontre des recours civils	63
2.4.2.4	Les mesures transitoires	69
3.	<i>La Loi agricole de 2001</i> : le moratoire sur la réglementation locale	70
3.1	La problématique	70

3.2	Les solutions apportées par cette loi en regard du régime d'aménagement	73
3.2.1	Le règlement de contrôle intérimaire de la MRC	73
3.2.2	Un moratoire sur la réglementation locale.	77
3.2.3	La conformité directe aux <i>Orientations</i>	78
3.2.4	L'application de la Directive par les municipalités	79
3.3	Les solutions apportées par cette loi en ce qui concerne les problèmes de cohabitation en zone agricole	80
3.3.1	Les problèmes inhérents à la règle de la réciprocité et son remplacement par diverses mesures	80
3.3.1.1	La prise en compte des distances lors d'une demande d'autorisation	82
3.3.1.2	Le remplacement de la réciprocité par une perte de la protection accordée par les distances.	83
3.3.2	Le droit d'agrandissement de certaines entreprises agricoles existantes	84
3.3.3	Une précision à la règle d'immunité	88
4.	La <i>Loi agricole de 2004</i> : les suites du rapport du BAPE	89
4.1	Le contexte : les recommandations du BAPE	89
4.2	Les mesures d'aménagement de portée générale	94
4.2.1	Le zonage de contingentement en zone agricole	95

4.2.2	L'interdiction d'épandage pendant certains jours	97
4.2.3	Les dérogations mineures à l'égard des distances séparatrices	98
4.2.4	Le maintien du régime transitoire de la <i>Loi agricole de 2001</i>	99
4.3	Le nouveau régime de délivrance des permis pour un élevage porcin	100
4.3.1	Les nouvelles exigences	100
4.3.1.1	L'assujettissement aux nouvelles exigences	100
4.3.1.2	Le contenu de la demande	101
4.3.1.3	Le rôle du fonctionnaire compétent.	105
4.3.2	La consultation publique	107
4.3.2.1	L'assujettissement à la consultation	108
4.3.2.2	La portée de la consultation	111
4.3.2.3	La commission de consultation de la municipalité locale	113
4.3.2.4	Le rapport de la consultation	116
4.3.2.5	La consultation par la MRC	118
4.3.2.6	Le financement des dépenses liées à la consultation publique	120
4.3.3	Les conditions et leur sanction	121
4.3.3.1	La nature des conditions	121

4.3.3.2	La conciliation	126
4.3.3.3	La possibilité de convenir d'une entente et sa portée	131
4.3.3.4	La sanction des conditions prescrites par le conseil	133
4.3.4	La mise en place du régime	134
4.3.4.1	La date de prise d'effet.	135
4.3.4.2	Les mesures transitoires	136
DEUXIÈME PARTIE – L'ARTICULATION DE LA CONFORMITÉ EN ZONE AGRICOLE : UN INSTRUMENT DE CENTRALISATION		
		139
1.	Le rôle du document d'orientations gouvernementales dans la LAU	139
1.1	Les orientations, le schéma et le RCI	139
1.2	Les orientations et les règlements d'urbanisme locaux	142
1.3	Le processus d'adoption des orientations	143
1.4	Les orientations, l'avis ministériel et le contrôle judiciaire	145
2.	L'expression de la volonté gouvernementale et ses incohérences.	150
2.1	Les <i>Orientations complémentaires à la Loi agricole de 1996</i> : contraintes et illégalités	151
2.1.1	L'orientation et ses objectifs	152
2.1.2	La recherche de consensus.	152
2.1.3	La pérennité d'une base territoriale pour l'agriculture.	154

2.1.4	Une perspective de développement durable ?	155
2.1.5	Gestes supplémentaires	158
2.1.6	En bref : la protection de l'environnement, une mesure d'exception, décidée avec le CCA	158
2.1.7	Les paramètres de distances séparatrices : un règlement à intégrer	159
2.2	<i>Les Orientations complémentaires à la Loi agricole de 2001 : correctifs et contradictions</i>	<i>163</i>
2.2.1	Le contexte	163
2.2.2	Les remarques préliminaires	165
2.2.3	L'orientation et les objectifs	166
2.2.4	La pérennité d'une base territoriale pour l'agriculture.	167
2.2.5	Une perspective de développement durable	168
2.2.6	Les gestes supplémentaires	180
2.2.7	En bref : restrictions au développement sous haute surveillance	180
2.2.8	Les paramètres de distances séparatrices : quelques adaptations permises	181
2.3	<i>Les Orientations complémentaires à la Loi agricole de 2004 : pour le développement de la production porcine.</i>	<i>182</i>
2.3.1	En faveur d'un consensus élargi.	183
2.3.2	L'acquisition des connaissances factuelles	184

2.3.3	La conciliation du développement et de la cohabitation harmonieuse	185
2.3.4	Le caractère souhaitable d'un suivi périodique	187
2.3.5	La protection du milieu naturel	188
2.3.6	Des outils d'aménagement mieux adaptés à la problématique des élevages à forte charge d'odeur	189
2.3.7	En bref : développement des élevages porcins <i>versus</i> cohabitation harmonieuse des usages	193
3.	La protection de l'autonomie locale : la jurisprudence de la Commission municipale	195
	Conclusion	207
	Bibliographie.	215
	Table de la législation	221
	Table de la jurisprudence	233
	Index analytique.	237